

Les honorables vis-à-vis ne peuvent pas résoudre le problème du logement à Ottawa, encore moins celui de tout le Canada. Des familles de soldats vivent dans des caves. Le Gouvernement possède un vaste hôtel affecté à la marine sur Crescent Road et il a pris possession d'un immeuble à Queen's Park ainsi que la vieille maison des Flavelle. Le Parlement britannique a discuté la question du logement lors du débat sur la sécurité sociale et les assurances sociales. Ce fut l'un des thèmes les plus populaires. Sir William Jowett était le ministre en cause et l'un des points saillants du débat a été un programme concernant le logement des soldats qui reviennent au pays, le logement de leurs familles et aussi celui de la population civile. Mais au Canada, on se contente d'en parler. Ces gens vont-ils vivre à la belle étoile? Le Gouvernement a pris possession de plusieurs habitations des particuliers de Toronto à des fins de guerre pour les remettre à des organismes militaires, de gros édifices sur le bord du lac à Toronto, à Ottawa et dans certaines autres villes. Où trouverons-nous les habitations voulues pour les civils?

Le ministre des Finances m'a dit hier que si je voulais inscrire mes demandes au *Feuilleton*, je pourrais obtenir une réponse, d'un commissaire des logements que je ne connais pas, mais il y a trop longtemps que je suis ici pour me laisser tromper par de telles méthodes. Le Gouvernement dépense 5 milliards de dollars, mais je pourrais indiquer du doigt des crédits qui, dans une proportion de 24 p. 100, ne sont pas destinés à des fins de guerre, et cependant le Gouvernement n'a pas un cent à affecter à la construction de logements. J'ai fouillé tout l'exposé budgétaire sans trouver quoi que ce soit à cette fin. Le bureau des commissaires de la ville de Toronto, qui a tant fait pour les services publics d'hospitalisation et de santé, a convoqué les représentants de Toronto samedi dernier, à une assemblée conjointe avec le conseil de ville. Partant de 50c par jour, le prix a atteint \$1.75 par jour pour les malades de la ville et ces malades subissaient gratuitement les mêmes opérations que celles que subissent les riches qui peuvent payer jusqu'à \$1,000. J'ai fait partie du bureau des commissaires pendant dix-sept ans; l'honorable représentant de Parkdale était alors chirurgien chef. M. P. C. Larkin et sir Joseph Flavelle faisaient également partie du bureau des commissaires. Les mauvais logements sont la cause de plus de maladies que toute autre chose. Le présent Parlement n'a pas accordé à la ville de Toronto un traitement convenable. Il n'y a pas de fanatisme ni d'intolérance à Toronto; cette ville et ses habitants ont pour principe l'égalité pour tous, sans privilèges spéciaux

[M. Church.]

pour aucun. Il y a des années que notre ville n'a guère d'assistance du Gouvernement fédéral. On n'a pas fait preuve de générosité à l'égard de la province d'Ontario qui paie un si fort montant des impôts ni en cette enceinte ni dans le rapport interprovincial. Le ministre des Finances ne se tirera pas plus longtemps de son échec à l'égard du logement et de ses bureaux de contrôle; il lui est bien inutile de me dire d'inscrire mes demandes au *Feuilleton* et je ne le ferai plus. La question du logement est oubliée au Canada; les familles de soldats outre-mer ont été évincées par l'huissier.

J'ai réclamé un système d'assurance pour les soldats; j'espère que le comité étudiera cette question. Il nous faut d'abord prendre soin des soldats et des personnes à leur charge durant trois ans après la guerre et voir à ce qu'ils ne soient pas évincés de leurs demeures et ne souffrent aucune inquiétude. On devrait instituer un système national d'assurance-vie pour tous les soldats et les personnes à leur charge durant les trois années qui suivront la fin des hostilités. Si nous sommes laissés à la merci d'une commission de l'immeuble et d'une commission des loyers, il ne faut pas être surpris si nous sommes sans logement. Personne sous ce ridicule régime de contrôle n'est porté à se construire une maison. Il nous faut des maisons non des paroles. Nous avions une insuffisance de 25,000 maisons en 1935 lorsque le comité spécial du logement fut établi; nous avons présenté notre rapport et le nouveau gouvernement prit le pouvoir et consacra près de 80 millions à la construction de petites maisons; toutefois, aujourd'hui, pas un sou des 5 milliards de crédits de guerre n'est consacré à ce genre de travaux.

Ma circonscription compte une vaste industrie, celle de Lever Brothers. Je n'ai jamais visité l'usine. Ces gens ont publié sur la question du chômage un opuscule mensuel dans lequel il est dit:

Il a été facile, peu coûteux et populaire de se faire le champion de la sécurité sociale. Sous une forme ou une autre, la sécurité sociale semble établie d'une façon permanente comme promesse politique perpétuelle devant éventuellement conduire à des résultats bons ou mauvais. Mais il a été déplorable au Canada de voir avec quel enthousiasme plusieurs membres du Parlement et d'autres hommes publics ont accepté d'emblée de vastes plans de sécurité sociale sans avoir, apparemment, une idée suffisante ou sans se demander comment une production accrue ou les impôts publics en pourraient solder le coût.

Puis il est question du plan de restauration sociale du comité James et du comité du service civil qui doivent procurer du travail durant la période d'après-guerre. Rien de tout cela n'apparaît dans le rapport. On ajoute: